

Vous êtes ici : **Dépêche**

Rechercher sur tout le site

[Suivre](#) @APMInfos

Lundi 23 janvier 2017 - 14:34

CONGRES ENVOYE SPECIAL

A Neuilly-sur-Seine, la mise en place d'un conseil local de santé mentale a permis d'améliorer le parcours

(Par Marion HENRY, aux rencontres nationales des CLSM)

BORDEAUX, 23 janvier 2017 (APMnews) - Le Dr Alexandra Fourcade, adjointe au maire divers droite de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), déléguée à la santé et à la dépendance, a souligné jeudi l'intérêt de la mise en place d'un conseil local de santé mentale (CLSM) qui a notamment permis d'améliorer le parcours des personnes souffrant de troubles psychiques, lors des rencontres nationales des CLSM à Bordeaux.

Cette journée, intitulée "Le CLSM, une révolution tranquille", était la quatrième rencontre nationale et se déroulait jeudi à Talence, sur le campus de l'université de Bordeaux. Jeudi, le Centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la santé pour la recherche et la formation en santé mentale (CCOMS) a présenté le centre national de ressources et d'appui aux CLSM qu'il a mis en place (cf [APM.MH50K1CAS](#)).

Le Dr Fourcade, qui est par ailleurs cheffe du bureau "usagers de l'offre de soins" à la direction générale de l'offre de soins (DGOS), a présenté jeudi une expérience "concrète" de la mise en place d'un CLSM à Neuilly-sur-Seine, avec deux problématiques principales dans cette ville: l'organisation des soins et le tabou autour de la maladie.

Sur le premier point, elle a fait remarquer que cette ville ne faisait "évidemment pas partie des zones prioritaires en matière de politique de la ville", mais souffrait d'un **problème majeur d'organisation des soins**.

Elle a expliqué que les hospitalisations sous contrainte se faisaient au centre hospitalier spécialisé interdépartemental de Clermont-de-l'Oise (Oise). Cet hôpital est "situé à 80 kilomètres au Nord de Paris", ce qui "non seulement n'est pas à proximité de Neuilly-sur-Seine, mais n'est même pas dans la région Ile-de-France, mais en Picardie", a-t-elle pointé.

Sur le second point, elle a expliqué qu'il y avait plein de familles, notamment dans les populations aisées mais pas seulement, qui avaient un "sentiment d'isolement" parce qu'il "faut ne pas en parler, cela ne se dit pas". Lors des permanences d'élus, les gens viennent nous voir et nous disent: "Je ne sais pas comment faire, pouvez-vous m'aider ?".

Relocalisation des lits et campagne de déstigmatisation

A Neuilly-sur-Seine, suite à un débat public réalisé sur la santé des jeunes et depuis 2013, "nous avons décidé de mettre en place une organisation locale qui avait pour objectif principal de lutter contre cette rupture de parcours", a expliqué le Dr Fourcade. "C'est un premier sujet sur lequel la ville s'est mobilisée", a-t-elle indiqué.

La première action concrète du CLSM a donc été "de contraindre l'agence régionale de santé (ARS) d'aboutir sur le sujet de la relocalisation des lits de psychiatrie sur un territoire francilien des Hauts-de-Seine", a-t-elle expliqué, précisant que cette **relocalisation de lits de psychiatrie** dans le département devrait avoir lieu **en 2017** "avec enfin une organisation territoriale qui soit digne et à la hauteur des enjeux que nous proposent les textes".

La deuxième action "très concrète" a été de lancer une **"campagne de déstigmatisation"** pour répondre à la méconnaissance que rencontrent les familles de personnes souffrant de troubles psychiques. "Nous avons organisé une conférence très largement ouverte à l'ensemble des partenaires en novembre 2015", a-t-elle indiqué. "Nous avons fait venir

Mots clés

Selectionnez un mot clé pour lire les dernières dépêches contenant le même mot clé.

ARS
 COLLECTIVITES TERRITORIALES
 CONGRES
 DGOS
 DGS
 EVALUATION
 FORMATION
 ILE-DE-FRANCE
 PATIENTS-USAGERS
PSYCHIATRIE
 RECOMMANDATIONS

[Ajouter aux archives](#)[Imprimer la dépêche](#)[Envoyer à un collègue](#)

Caractères

[Plus grands](#)[Taille standard](#)[Plus petits](#)

Retrouvez les offres d'emploi du secteur de la santé sur [APMjob.com](#)

[Voir les offres](#)

Dépêches sur des sujets similaires

- [Création d'un centre national de ressources et d'appui aux conseils locaux de santé mentale](#)
- [Handicap psychique: un plan pour faire évoluer les pratiques des professionnels sanitaires et médico-sociaux](#)
- [Le CHI de Courbevoie-Neuilly-Puteaux devient le CH Rives de Seine](#)
- [Contrats locaux de santé mentale: une instruction précise le rôle des ARS](#)
- [Addiction: le préfet d'Ile-de-France contre le "plan anti-drogue dans les lycées" voté par le conseil régional \(presse\)](#)

un peintre, Gérard Garouste, atteint de troubles bipolaires, qui est venu témoigner devant les médecins libéraux, les familles, l'éducation nationale", a-t-elle rapporté. Des psychiatres ont également évoqué les pathologies.

"L'objectif était de parler de la santé mentale avec un message positif et d'espoir. Il n'était pas question de plomber l'ambiance en disant 'vous êtes tous concernés' mais de dire 'aujourd'hui, nous avons des solutions à la fois en termes d'organisations de la prise en charge et en termes thérapeutiques et concrètement sur la ville, nous avons un certain nombre de dispositifs, des associations qui prennent en charge, etc.", a-t-elle détaillé.

"C'était une salle comble de 300 à 400 personnes et nous avons mesuré à ce moment-là les attentes et l'immense reconnaissance de la population adulte vis-à-vis de la municipalité d'avoir pris conscience que c'était un problème partagé par énormément de monde", s'est félicitée l'adjointe au maire.

Le poste de coordinatrice financé par le CCAS de la ville

Sur le **fonctionnement du CLSM**, "nous avons demandé de financer notre poste de coordinateur à l'ARS", mais elle nous l'a refusé "en nous disant que nous ne faisons pas partie des zones prioritaires", a déploré le Dr Fourcade.

La coordinatrice, qui est psychologue, était à mi-temps entre 2013 et 2016 et **financée par le centre communal d'action sociale** (CCAS). Depuis le 1er janvier 2017, elle est passée **à temps plein**, a détaillé le Dr Fourcade.

L'adjointe au maire a expliqué que le conseil d'orientation se réunissait deux à trois fois par an. Une cellule de veille et de suivi se réunit tous les deux mois, et ponctuellement sur des situations complexes plus fréquemment.

Plusieurs groupes de travail et un guide ressources

Des groupes de travail sont constitués sur plusieurs thèmes: le **secret professionnel** et le partage de données ou l'**hospitalisation sans consentement**.

Il y a tout un circuit sur l'hospitalisation sous contrainte "qui n'était pas connu et surtout avec des incompréhensions sur le rôle respectif des professionnels et la police". Il n'y a "aucune équipe mobile de psychiatrie sur Neuilly-sur-Seine pour intervenir en urgence et le circuit d'évaluation est extrêmement complexe", a décrit le Dr Fourcade, précisant que "les patients passaient aux urgences de l'hôpital général de Courbevoie, étaient orientés sur Sainte-Anne pour l'évaluation psychiatrique, puis étaient transférés sur Clermont-de-l'Oise".

Les autres groupes de travail concernent **l'accès au maintien dans le logement**, avec notamment des formations de gardiens d'immeubles, avec l'aide de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapés psychiques (Unafam).

Le CSLM a par ailleurs publié un **guide ressource en santé mentale**, avec l'identification de tous les partenaires sanitaires, sociaux et médico-sociaux, associatifs et des transports.

Sur les projets pour 2017, le Dr Fourcade a indiqué qu'elle allait rencontrer le club des DRH de la ville pour discuter de la santé mentale et sur "comment faire en sorte d'accompagner les entreprises quand elles accueillent des patients atteints de maladies psychiques".

Pour qu'un CLSM fonctionne, l'élue a jugé "fondamental" que les CLSM répondent à des "problématiques identifiées localement". "Donc, il faut partir de ses besoins", a-t-elle expliqué.

Une fois qu'un diagnostic des besoins est réalisé par des opérateurs de proximité (élus et responsables de secteur), il faut passer "à une phase beaucoup plus contractuelle avec les partenaires (ARS...) pour pouvoir mettre en oeuvre un certain nombre de modifications organisationnelles lourdes", a indiqué Alexandra Fourcade.

Par ailleurs, Pauline Guézennec, chargée de mission au CCOMS, a indiqué à APMnews que parmi les 170 CLSM opérationnels actuellement, 55 étaient situés en Ile-de-France et plus d'une trentaine en Rhône-Alpes-Auvergne.

mh/ab/APMnews polsan
redaction@apmnews.com